



STATISTIQUES ET INDICATEURS

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN JANVIER 2018




→ 

Fin janvier 2018, le nombre d'intérimaires s'établit à 812 700.

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EST STABLE SUR UN MOIS ET AUGMENTE DE

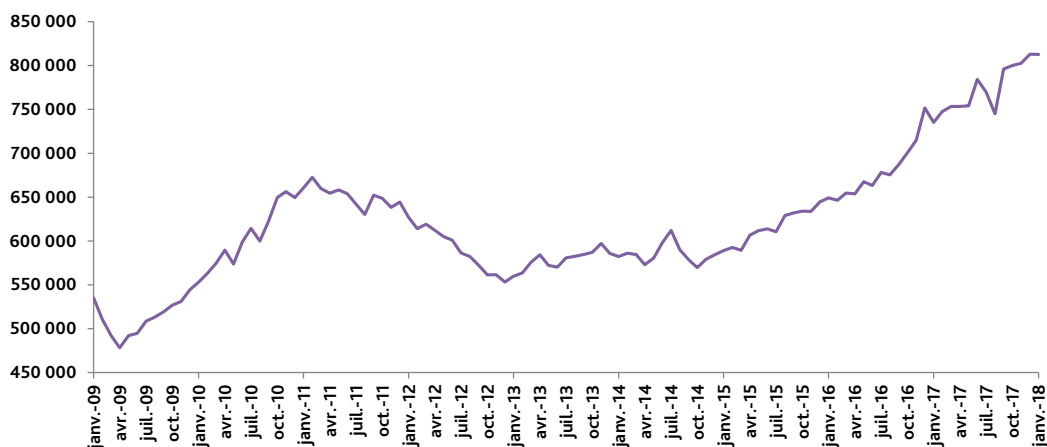
10,5%

PAR RAPPORT À JANVIER 2017.

Fin janvier 2018, le nombre d'intérimaires est stable par rapport à décembre 2017 et progresse de 10,5% en un an¹.

Fin janvier 2018, le nombre d'intérimaires s'établit à 812 700, en valeur corrigée des variations saisonnières. Son évolution est stable (+0,0%) par rapport à fin décembre. En un an, l'intérim augmente de 10,5% (+77 600 de fin janvier 2017 à fin janvier 2018 [cf. Graphique1]).

Graphique 1
L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière

1. Avertissement : A compter de la publication portant sur l'emploi intérimaire en avril 2017, les statistiques portent sur la France (y compris DOM), et non plus sur la France métropolitaine. Les évolutions d'emploi intérimaire reposent sur une méthodologie établie en commun avec la Dares et sont donc identiques avec celles publiées par la Dares. Cf http://www.pole-emploi.org/files/live/sites/peorg/files/documents/Statistiques-et-analyses/Open-data/Int%3%a9rim/estimation_evolution_emploi_interimaire_note_methodologique.pdf. Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares sont différentes en niveau.

Résultats détaillés en janvier 2018

La répartition par secteur d'activité de l'emploi intérimaire diffère sensiblement de celle de l'emploi salarié total. En effet, l'emploi intérimaire est prépondérant dans l'industrie et la construction. L'industrie représente 16,4% de l'emploi salarié total, mais emploie 42,6% des intérimaires. La construction représente 19,1% de l'emploi intérimaire contre 7,5% de l'emploi salarié total. Inversement, 76,0% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire contre seulement 37,9% des intérimaires [cf. Tableau 2 en annexe].

À la fin janvier, le taux de recours à l'intérim² est de 10,2% dans l'industrie, de 9,9% dans la construction et de 2,0% dans le secteur tertiaire. Le taux de recours moyen, tous secteurs confondus, est de 3,9%.

Évolution mensuelle par secteur (CVS)

En janvier, les effectifs intérimaires augmentent dans la construction de +2,3%. En revanche, ils connaissent une diminution dans l'industrie de -0,7% et dans le tertiaire de -0,5% [cf. Tableau 1].

Tableau 1

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs	Principaux secteurs	Variation absolue mensuelle (nombre d'intérimaires)	Évolution mensuelle CVS	Évolution trimestrielle CVS	Évolution annuelle CVS
Industrie		-2 480	-0,7%	0,0%	7,8%
	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 790	3,1%	1,7%	1,9%
	Fabrication d'autres produits industriels	-3 550	-2,2%	-1,5%	7,9%
	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	-440	-0,9%	3,7%	16,1%
	Fabrication de matériels de transport	-1 100	-2,1%	-1,9%	2,7%
	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	840	3,4%	3,7%	20,7%
Construction		3 580	2,3%	7,0%	19,4%
Tertiaire		-1 570	-0,5%	0,5%	9,5%
	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2 070	2,7%	2,8%	8,8%
	Transports et entreposage	1 620	1,5%	5,1%	22,5%
	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	-2 140	-3,4%	-3,2%	0,2%
	Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	-1 250	-7,1%	-10,9%	-5,6%
TOTAL		-280	0,0%	1,6%	10,5%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière

Parmi les principaux secteurs de l'industrie, les effectifs intérimaires augmentent le plus dans les « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+3,4%). Ils sont suivis par la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » (+3,1%). En revanche, les secteurs de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines » (-0,9%), de la « fabrication de matériels de transport » (-2,1%) et de la « fabrication d'autres produits industriels » (-2,2%) voient leurs effectifs intérimaires baisser.

Dans le tertiaire, les effectifs intérimaires augmentent dans le « commerce, réparation d'automobile d'automobiles et de motocycles » (+2,7%) et les « transports et entreposage » (+1,5%). Ils diminuent dans les « activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien » (-3,4%) et les « administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale » (-7,1%).

2. Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires du secteur et les effectifs salariés globaux de ce secteur (y compris intérim), estimés à partir des données trimestrielles d'emploi salarié de l'Acoss relatives à fin décembre 2017 (dernier point disponible).

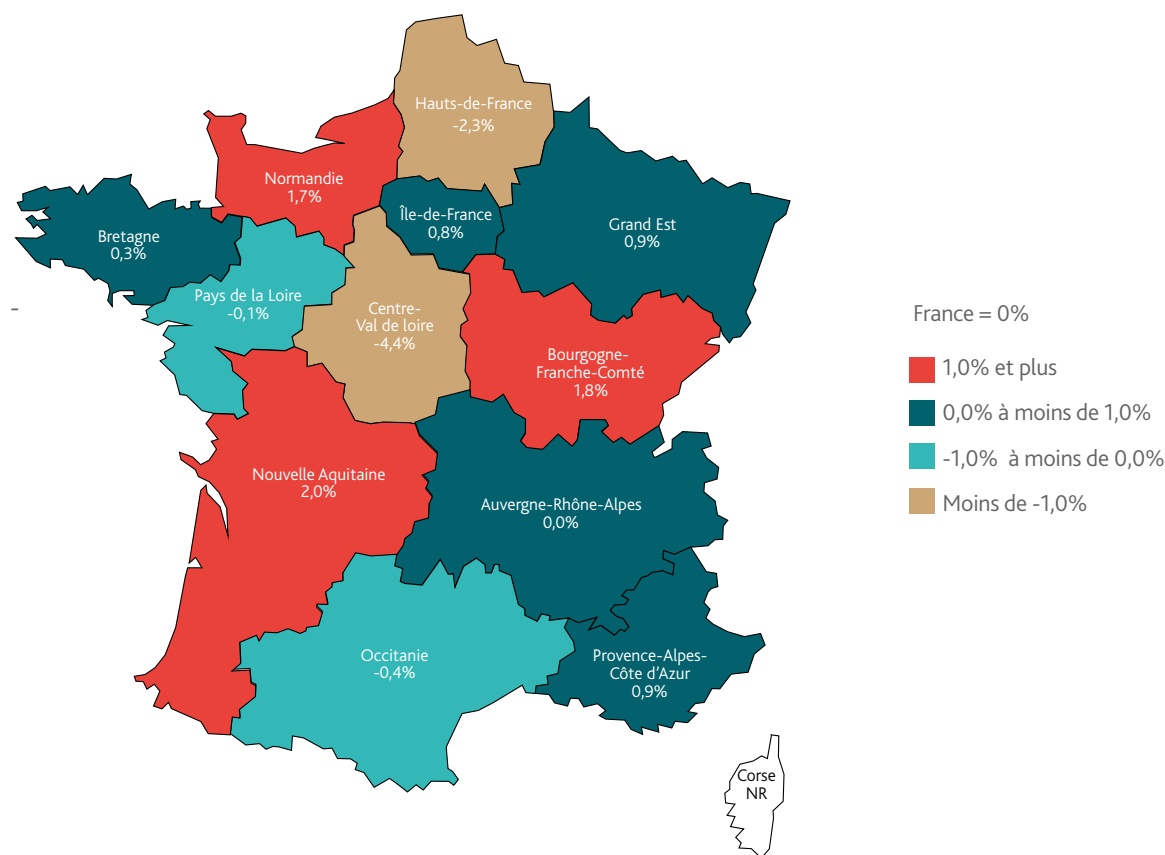
Évolution par région

La répartition régionale de l'emploi intérimaire est relativement proche de celle de l'emploi salarié total. Cependant, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France font partie des régions métropolitaines qui possèdent les plus faibles taux de recours à l'intérim (respectivement 3,4% et 2,5%) en raison du faible poids de leur industrie. A l'opposé, les taux de recours les plus élevés se situent en Pays-de-la-Loire (5,8%), en Bourgogne-Franche-Comté (5,5%), et en Centre-Val de Loire (5,4%) [cf. Tableau 3 en annexe].

En janvier, par rapport à décembre, l'emploi intérimaire augmente dans 7 régions. Les régions Nouvelle-Aquitaine (+2,0%), Bourgogne-Franche-Comté (+1,8%) et Normandie (+1,7%) enregistrent les plus fortes hausses [cf. Carte 1].

Carte 1

ÉVOLUTION MENSUELLE (CVS) JANVIER 2018/DÉCEMBRE 2017

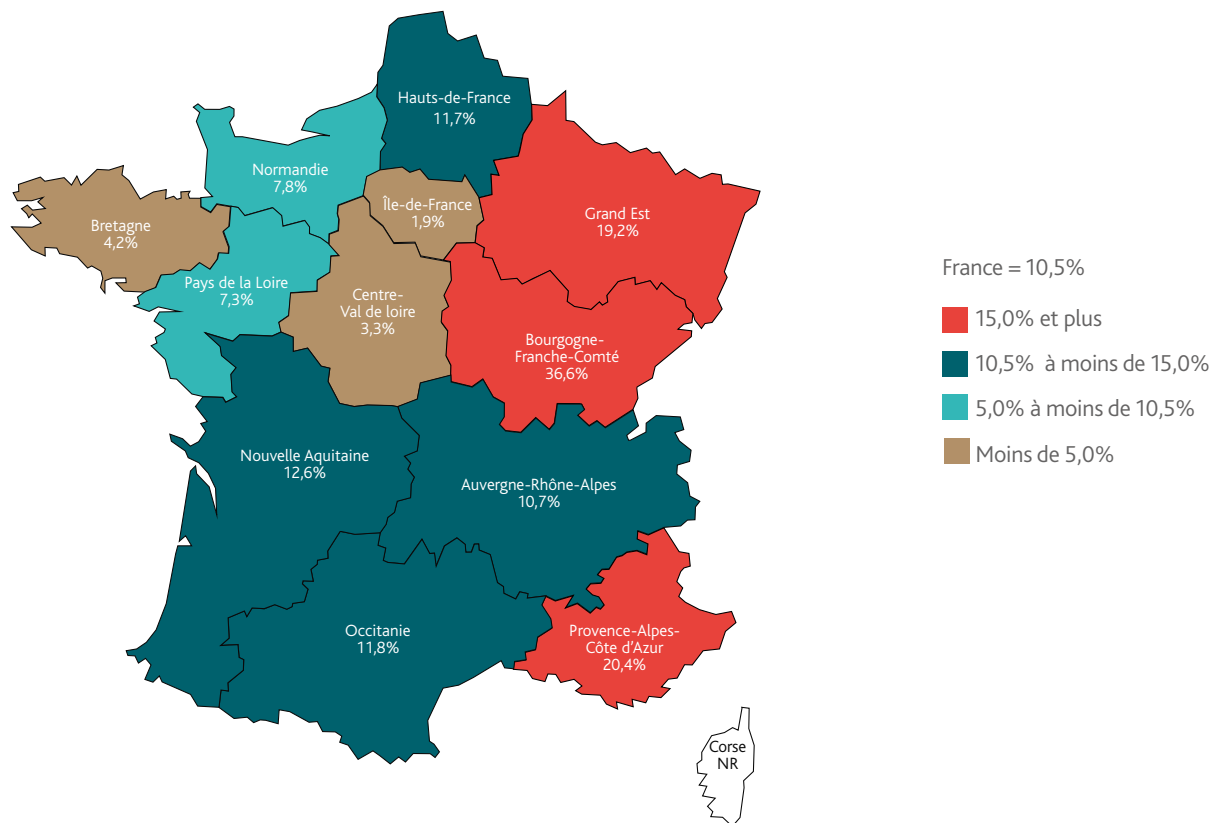


Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine

Sur un an, l'emploi intérimaire progresse dans toutes les régions. La hausse la plus marquée concerne la région Bourgogne-Franche-Comté (+36,6%) [cf. Carte 2].

Carte 2

ÉVOLUTION ANNUELLE (CVS) JANVIER 2018/JANVIER 2017



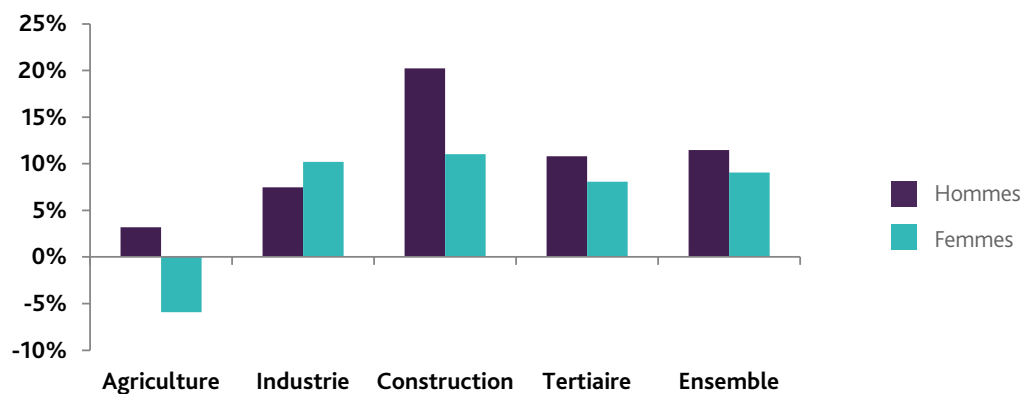
Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine

Évolution par sexe selon le secteur d'activité

Les intérimaires sont majoritairement des hommes (73,3%). Par rapport à fin janvier 2017, les effectifs intérimaires augmentent légèrement plus pour les hommes que pour les femmes (+11,5% pour les hommes contre +9,1% pour les femmes). Cette tendance se confirme dans la construction où l'on observe une hausse de +20,2% pour les hommes contre +11,0% pour les femmes. Même constat dans le tertiaire avec +10,8% pour les hommes et +8,1% pour les femmes et l'agriculture avec +3,2% pour les hommes et -5,9% pour les femmes. A l'inverse, les effectifs féminins augmentent plus vite que ceux de leurs homologues masculins dans l'industrie +10,2% pour les femmes contre +7,5% pour les hommes [cf. Graphique 2].

Graphique 2

ÉVOLUTION ANNUELLE PAR SEXE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %, DONNÉES BRUTES)



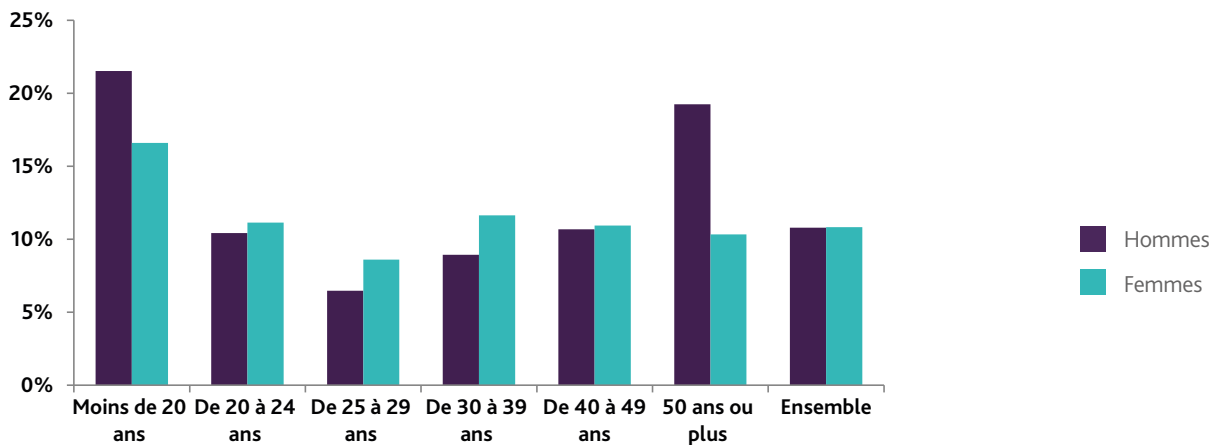
Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière

Évolution par âge selon le sexe de l'intérimaire

La population des intérimaires est relativement jeune : 41,0% d'entre eux ont moins de 30 ans en janvier 2018 [cf. Tableau 4 en annexe]. Par rapport à fin janvier 2017, les intérimaires de moins de 20 ans et ceux de 50 ans ou plus ont vu leurs parts augmenter (respectivement +0,3 point et +0,6 point). La part des 40 à 49 ans et des 20 à 24 ans est stable (+0,0 point). Les autres catégories d'âge voient leurs parts baisser, notamment celle des 25 à 29 ans (-0,6 point) [cf. Graphique 3].

Graphique 3

ÉVOLUTION ANNUELLE PAR ÂGE SELON LE SEXE DE L'INTÉRIMAIRE (EN %, DONNÉES BRUTES)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière

Évolution par catégorie socioprofessionnelle

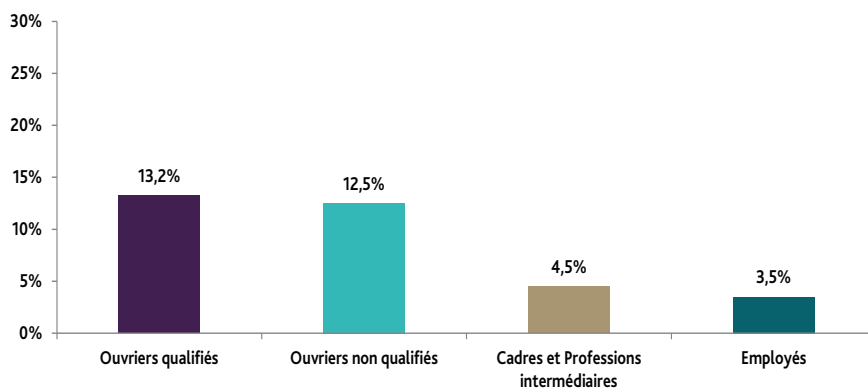
Les emplois intérimaires sont très majoritairement des emplois d'ouvriers : 41,7% sont des ouvriers qualifiés et 36,4% des ouvriers non qualifiés [cf. Tableau 5 en annexe].

Sur un an, par rapport à fin janvier 2017, la part des ouvriers qualifiés (+0,9 point) augmente comme celle des ouvriers non qualifiés (+0,6 point). En revanche, les employés et les cadres et professions intermédiaires voient leurs parts diminuer (respectivement -0,8 point et -0,6 point).

Sur un an, toutes les catégories socioprofessionnelles voient leurs effectifs intérimaires augmenter : +13,2% pour les ouvriers qualifiés, +12,5% pour les ouvriers non qualifiés, +4,5% pour les cadres et professions intermédiaires et +3,5% pour les employés [cf. Graphique 4].

Graphique 4

ÉVOLUTION ANNUELLE SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (EN %, EN DONNÉES BRUTES)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière

Annexe

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE SELON LES SECTEURS (DONNÉES BRUTES)

SECTEURS D'ACTIVITE (A17)	Répartition de l'emploi intérimaire à fin janvier 2018 (en %)
Agriculture, sylviculture, pêche	0,4
Industrie	42,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	7,0
Cokéfaction et raffinage	0,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fabrication de machines	5,8
Fabrication de matériels de transport	7,1
Fabrication d'autres produits industriels	19,7
Construction	19,1
Tertiaire	37,9
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	9,2
Transports et entreposage	13,2
Hébergement et restauration	1,8
Information et communication	1,0
Activités financières et d'assurance	1,4
Activités immobilières	0,3
Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	7,9
Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	2,2
Autres activités de services	0,9
TOTAL	100,0

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière.

Tableau 3

RÉPARTITION DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE SELON LES RÉGIONS (DONNÉES BRUTES)

RÉGIONS	Répartition de l'emploi intérimaire à fin janvier 2018 (en %)	Répartition de l'emploi salarié au 31/12/17 (en %)	Taux de recours à l'intérim (en %)*
AUVERGNE RHÔNE-ALPES	13,7	12,2	4,4
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	5,4	3,9	5,5
BRETAGNE	5,5	4,4	5,0
CENTRE-VAL DE LOIRE	4,8	3,5	5,4
CORSE	NR	NR	NR
GRAND EST	9,1	7,4	4,9
HAUTS-DE-FRANCE	9,2	7,7	4,7
ÎLE-DE-FRANCE	16,4	25,7	2,5
NORMANDIE	8,1	8,1	4,0
NOUVELLE AQUITAINE	6,7	7,6	3,5
OCCITANIE	5,7	4,6	4,9
PAYS DE LA LOIRE	8,2	5,6	5,8
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	6,1	7,1	3,4
GUADELOUPE	0,2	0,4	1,7
GUYANE	0,2	0,2	4,2
MARTINIQUE	0,2	0,4	1,6
RÉUNION	0,5	0,8	2,3
TOTAL	100,0	99,5	3,9

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière.

*Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires de la région et les effectifs salariés globaux de cette région estimés fin décembre 2017.

Tableau 4

RÉPARTITION SELON L'ÂGE (DONNÉES BRUTES)

Âge	Homme	Femme	Ensemble
Moins de 20 ans	3,8%	3,3%	3,7%
De 20 à 24 ans	19,8%	20,5%	20,0%
De 25 à 29 ans	17,0%	18,1%	17,3%
De 30 à 39 ans	27,2%	25,4%	26,7%
De 40 à 49 ans	19,4%	20,3%	19,7%
50 ans ou plus	12,7%	12,4%	12,6%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière.

Tableau 5

RÉPARTITION SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (DONNÉES BRUTES)

Catégorie socioprofessionnelle	Homme	Femme	Ensemble
Cadres et Professions intermédiaires	7,7%	16,8%	10,1%
Employés	5,1%	30,0%	11,8%
Ouvriers qualifiés	50,4%	18,0%	41,7%
Ouvriers non qualifiés	36,8%	35,2%	36,4%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière.

Tableau 6

RÉPARTITION SELON LES 4 GRANDS SECTEURS (DONNÉES BRUTES)

Secteur d'activité en nomenclature A4	Homme	Femme	Ensemble
Agriculture	0,4%	0,4%	0,4%
Industrie	42,0%	44,9%	42,6%
Construction	24,5%	3,4%	19,1%
Tertiaire	33,2%	51,3%	37,9%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France entière.

Sources et définitions

LE SYSTÈME D'INFORMATION SPÉCIFIQUE AUX ÉTABLISSEMENTS DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les statistiques d'emploi intérimaire sont établies à partir de la source déclarative « Déclaration Mensuelle de Mission (DMM) » et les Relevés Mensuels de Mission source « Déclaration sociale nominative (DSN) » des entreprises de travail temporaire (ETT). La loi de février 1994 impose en effet aux établissements de travail temporaire de transmettre chaque mois à Pôle emploi un relevé mensuel des missions en cours durant le mois écoulé. La Déclaration sociale nominative (DSN) se substitue progressivement aux DMM, et a été généralisée en 2017. Ainsi Pôle emploi centralise l'ensemble des réceptions de DMM ou de DSN pour les ETT ayant déjà adopté ce mode déclaratif, et intègre, après avoir effectué les contrôles de qualité et d'exhaustivité, l'ensemble des informations relatives aux missions d'intérim. La rediffusion de l'information s'effectue vers les Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques : Dares).

LES CONCEPTS D'EMPLOI INTÉRIMAIRE ET EXPLOITATION STATISTIQUE

Le nombre d'intérimaires est calculé à l'aide de l'indicateur fin de mois. La série est obtenue à partir du niveau de la statistique annuelle d'emploi intérimaire au 31.01.2000 auquel sont appliqués les taux mensuels d'évolution de l'indicateur fin de mois. En raison de la forte variabilité journalière, l'indicateur fin de mois est construit en fonction de la moyenne des cinq derniers jours ouvrés « pertinents » du mois³, et non du seul dernier jour ouvré du mois. Au début du mois M+2 sont connus les indicateurs provisoires du mois M et rectifiés du mois M-1.

CONVERGENCE DES STATISTIQUES D'ÉVOLUTION D'EMPLOI INTÉRIMAIRE PUBLIÉES PAR PÔLE EMPLOI ET PAR LA DARES

Jusqu'aux statistiques relatives au mois de janvier 2014, Pôle emploi et la Dares ont publié des évolutions de l'emploi intérimaire différentes, en raison des traitements légèrement différents réalisés à partir de la même source, les relevés mensuels de missions des agences de travail temporaire. Les travaux méthodologiques menés en commun ont permis de faire converger ces traitements et d'obtenir, à partir de la publication relative à janvier 2015, des statistiques d'évolution de l'emploi intérimaire identiques.

A la suite de ces travaux, Pôle emploi a révisé à compter de la publication de mars 2015 (statistiques relatives à janvier 2015) ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2013. La Dares a utilisé en mars 2015 la méthodologie commune pour établir sa statistique d'évolution provisoire de l'emploi intérimaire en janvier 2015 ; elle révisé dans sa publication d'avril 2015 ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2009.

Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares restent différentes en niveau.

CALCUL DES ÉVOLUTIONS

L'évolution provisoire de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant uniquement les missions déclarées « à l'heure » par des entreprises de travail temporaire qui ont déclaré des missions à la fois pour le mois M et pour le mois M+1 (méthode dite de « cylindrage » ou à champ de SIRET constant). Cela représente environ 90% des missions déclarées.

L'évolution révisée de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant l'exhaustivité des missions déclarées « à l'heure » ou avec un mois de retard, sans « cylindrage » (soit près de 97% des missions déclarées).

Pour le calcul des évolutions, chaque mission en cours lors des 5 jours pertinents est comptabilisée au prorata de sa durée (une mission d'1 jour compte ainsi pour 0,2 ; une mission de 2 jours pour 0,4 etc.).

Les données sont disponibles sur : pole-emploi.org

3. Les cinq derniers jours ouvrés « pertinents » sont les cinq derniers jours ouvrés du mois qui ne sont pas concernés par un « pont ».
Il existe aussi un traitement spécifique pour le mois de décembre afin d'exclure la période entre les fêtes.

Directeur de la publication
Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction
Cyril NOUVEAU

Réalisation
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

Pôle emploi,
1 avenue du Docteur Gley
75987 Paris cedex 20

www.pole-emploi.org

